

JOURNALISTES ET PROCESSUS COMMUNICATIONNEL DE CHANGEMENT SOCIAL : CAS DES ÉCOLES ISLAMIQUES EN CÔTE D'IVOIRE

Waliyu KARIMU
Enseignant-Chercheur
Maître-Assistant
Département des Sciences de l'Information et de la Communication
Université Félix Houphouët-Boigny
wallykarim@yahoo.fr

Vahama KAMAGATÉ
Enseignant-Chercheur
Assistant
Département des Sciences de l'Information et de la Communication
Université Peleforo GON COULIBALY
kmahama2008@yahoo.fr

Résumé

Dans la conduite des opérations de développement, le traitement de l'information par les journalistes peut entraver comme faciliter la construction des perceptions qui motivent l'action de changement social ou comportemental. Dans cette recherche, le renforcement des capacités de 206 journalistes et acteurs de médias ivoiriens nous sert de prétexte pour étudier le processus d'anticipation sur la manipulation et la diffusion de fausses informations autour de la Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des Structures Islamiques d'Éducation dans le système éducatif formel en Côte d'Ivoire. Il s'agit ici d'une étude qualitative, une étude de cas du modèle sociétal qui couvre la période 2019 à 2020. Notre recherche a l'intérêt de capitaliser l'apport des journalistes dans l'accompagnement communicationnel des projets de développement en mettant en avant la responsabilité sociale qui est la leur. En d'autres termes, la mise à contribution des journalistes dans les projets de développement contribue à anticiper la construction des mauvaises perceptions et favorise l'engagement des communautés. Par ailleurs, l'étude révèle une faible proportion de femmes journalistes en Côte d'Ivoire dans le traitement de cette thématique. **Mots-clés** : Côte d'Ivoire, écoles islamiques, journalistes, processus communicationnel, changement social, genre.

Abstract

In the conduct of development operations, the processing of information by journalists can hinder or facilitate the construction of perceptions that motivate action for social or behavioral change. In this research, the capacity building of 206 Ivorian journalists and media actors serves as a pretext to study the process of anticipation on the manipulation and dissemination of false information around the National Strategy for the Integration of Children in Islamic structures. 'Education in the formal education system in Côte d'Ivoire. This is a qualitative study, a case study of the societal model, which covers the period 2019 to 2020. Our research has the advantage of capitalizing on the contribution of journalists in the communication support of development projects by highlighting put forward their social responsibility. In other words, the involvement of journalists in

development projects helps to anticipate the construction of bad perceptions and promotes community engagement. However, the study reveals a low proportion of female journalists in Côte d'Ivoire in covering this issue.

Keywords: Côte d'Ivoire, Islamic schools, journalists, communication process, social change.

Introduction

Considérés parfois comme des relais de l'action publique (T. Watine, 2003), les journalistes « se voient confier une mission d'accompagnement des actions gouvernementales dont il s'agit de faire la promotion » T. Perret, (2001, p. 158). Intervenant dans ce cadre comme simples acteurs de transmission de l'information, on estime que ces professionnels des médias ne sont pas suffisamment mis à contribution dans la planification et la prise en charge des initiatives de communication pour le changement social et de comportement (Données de l'étude, 2021).

Dans leur rôle « de faire la promotion » T. Perret (2001) de l'action gouvernementale, les journalistes restent opérationnels, soit pour relayer l'information à partir des couvertures médiatiques, soit pour amplifier la voix des bailleurs et des partenaires au développement. Toutefois, cette vocation est souvent contrariée dans certains contextes. En effet, estime M. I. Sall (2014, p. 17) :

Les sempiternelles discours des autorités et l'élite politique, pour faire des médias un acteur essentiel des processus n'ont fait qu'enfermer les nouveaux États indépendants dans un cycle perpétuel de dépendance, avec comme référence, aussi bien dans la conception technologique que dans la définition formelle des programmes, le modèle occidental.

Dans cette veine, en faisant une lecture analytique du journalisme et de la pratique des journalistes, O. Diagne (1998, p.34) soutient que :

Sous l'accusation solide, voire fondée, des savants et des chercheurs qui trouvent dans le métier de journalisme, tel qu'il est pratiqué sous nos yeux, un défaut grave qui consiste à fournir, en toute légèreté, des informations subjectives, partisans, partielles, superficielles, hypothétiques, conjecturales, dans un monde où les réalités à rapporter, à commenter ou à analyser sont infiniment plus complexes.

Pour sa part, M. I. Sall (2014, p. 14) s'interroge « de voir comment, à partir d'un prétendu journalisme de développement, nous avons abouti à un journalisme de racolage et de sensation ».

Ces acceptions variées du rôle des journalistes s'amplifient avec les discours de politiques souverainistes ou d'intellectuels. En fonction du contexte de mutation sociopolitique, l'intérêt social du journaliste et de la presse reste différemment interprété. Le journaliste, affirme P. Mbataru (2007, p. 399), « est la conscience sociale du pays ». Pour ce faire, « en tant qu'intellectuel, il ne doit donc pas se

laisser enchaîner par les structures de désinformation et de distorsion de la réalité » (P. Mbataru, 2007, p. 399).

En Côte d'Ivoire, avec l'avènement du multipartisme au début des années 1990, la place et le rôle des acteurs médiatiques sont de plus en plus questionnés (W. Karimu, 2017). Selon D. Bailly (2001, p. 171), « la presse est perçue comme une arme de combat et les journalistes considérés comme des soldats, utilisateurs de ces armes ». Cette perception va influencer le rapport entre les politiques (ceux au pouvoir, comme ceux de l'opposition) et les journalistes, ainsi que l'opinion publique. La confiance va s'effriter entre ces entités susmentionnées et la collaboration entre elles sera sans cesse remise en cause. C'est à juste titre que P.-Y. Badillo (2008, p. 81) affirmait que le métier de journaliste « est considéré dans l'opinion publique comme un métier inspirant peu confiance ».

En Afrique, durant ces années de multipartisme, L.-C.B. Assala (1995, p. 19) note que « le journalisme a longtemps servi à la politique comme une arme, assurant la transcription de l'idéal démocratique proclamé par le siècle des Lumières dans un espace public où l'adversaire a un statut légitime ». Pour les tenants du pouvoir et les partisans de l'opposition, l'action du journaliste était différemment perçue. En effet, D. Bailly (2001, p.171) écrit :

Pour les -démocrates- en lutte contre l'ordre ancien, la presse n'est qu'une arme de combat et le journaliste le -soldat de la liberté et de la démocratie-. Pour les héritiers du parti unique, la presse doit défendre la République menacée par des -aventuriers-. Et, des journalistes-patriotes sont réquisitionnés pour mener ce -noble- combat.

Les qualifications juridiques de certaines pratiques des journalistes, à l'instar des délits de presse ou des troubles à l'ordre public, vont davantage crispier les relations entre la presse et le pouvoir. Dans d'autres contextes, « les journalistes durent restreindre leur pouvoir d'opinion, faire place et transmettre fidèlement les messages des autres acteurs sociaux » F. Demers (1995, p.4). En considérant ces biais relationnels entre le pouvoir et les journalistes, il importe alors de prendre en compte les susceptibilités de ces rapports.

L'opinion publique qui alimente conséquemment le débat sur l'espace public reste l'un des champs d'influence des médias et du journaliste dont la contribution à l'effectivité des projets de développement reste majeure. Très souvent, « l'actualité se circonscrit à ce dont parlent les journalistes, véritables professionnels de l'opinion publique puisqu'ils délimitent ce qui mérite d'être porté à la connaissance, ou non, du public » R. Rieffel (2015, p. 43). C'est pourquoi dans le cadre de cette étude, le recours aux journalistes et acteurs de médias reste pertinent afin d'anticiper les choix du champ de traitement et d'orientation de l'information sur l'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif national.

Ici, deux défis se présentent, à savoir : la laïcité de l'État et l'année 2020 en tant qu'année électorale. La non-maitrise de l'information et la manipulation de celle-ci auraient pu susciter une répulsion de l'opinion publique à même de

compromettre l'appropriation nationale de l'initiative de l'État de Côte d'Ivoire. La Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des Structures Islamiques d'Éducation dans le système éducatif (SNIESIE) aurait pu être simplement traitée par les journalistes comme étant la volonté d'un candidat à l'élection présidentielle de séduire une cible électorale. En outre, elle aurait pu être considérée comme étant une immixtion de l'État dans des affaires liées au culte et au religieux, donc une atteinte au principe constitutionnel de la laïcité de l'État. En réalité, portée par l'État et ses partenaires au développement dont l'Union Européenne (UE) et le Fonds des nations unies pour l'enfance (UNICEF), ladite stratégie vise à assurer la scolarité pour tous les enfants de 6 à 16 ans d'ici à 2025, comme l'indique la Loi 2015 sur la Politique de scolarisation obligatoire (PSO).

Il s'agit à travers cette étude, de comprendre comment l'implication des journalistes et acteurs de médias dans le processus communicationnel d'intégration des enfants des structures islamiques dans le système éducatif officiel ivoirien permet d'anticiper sur la construction des perceptions pouvant contrarier l'adhésion et l'engagement des populations en générale, et celle des populations cibles en particulier. L'idée émise ici est que l'implication en amont des journalistes et des acteurs de médias constitue un atout stratégique pour la réussite du processus de changement social autour de l'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif formel. Les journalistes, forts de leurs missions, restent des médiateurs entre l'État et les bénéficiaires de projets de développement. L'angle de traitement de l'information pouvant affecter les perceptions des cibles et de l'opinion publique, cette étude permet de potentialiser l'apport des journalistes et acteurs de médias dans la réussite des processus de changement social et comportemental.

1. Approche théorique et méthodologique

1.1. Référence théorique

La présente étude recourt à la théorie de la communication participative pour le développement (G. Bessette, 1996 ; M. Paolo (2008). La théorie participative ou la théorie d'un autre développement d'après Keval J. Kumar (1988), n'est pas vraiment un concept nouveau. Elle peut être rattachée à Inayatullah K. J. Kumar, (1988) et au journal anthropologique de 1977 de chercheurs latino-américains et asiatiques. Et l'hypothèse remarquable dans cette théorie, que soutient K. J. Kumar (1988), c'est qu'il n'y a pas de modèle universel de développement et que le développement est un processus intégral, multidimensionnel et dialectique qui peut différer d'une société à une autre. En effet, « l'influence de la communication participative a émergé en réponse à la faiblesse des approches traditionnelles en développement dans les années 1970 »¹ O. Hemer, & T. Tufte (2005, p 78). Ainsi, « l'on trouvera au cœur de ce concept, la nécessité d'un échange d'informations devant contribuer à résoudre un problème

¹ "The influence of participatory communication thinking that emerged in response to the failure of traditional development approaches in the 1970s" (version originale).

de développement et visant à améliorer la qualité de vie d'un groupe spécifique » (G. Bessette & C.V. Rajasunderam (1996, p. 11).

Dans cette dynamique d'animation de l'espace public, les journalistes « sont aujourd'hui considérés comme des professionnels capables d'orienter le débat public et d'influer sur la vie politique » R. Rieffel (2015, p. 117). Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication de la Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des Structures Islamiques d'Éducation dans le système éducatif formel (SNIESIE), des journalistes et acteurs des médias ont suivi des formations à Abidjan et à l'intérieur du pays. Ces professionnels des médias constituent l'objet de la transformation sociale voulue dans ce contexte local. Il faut rappeler que le paysage médiatique en Côte d'Ivoire est configuré par la présence de médias publics, privés proches de l'opposition ou du pouvoir et des médias indépendants. Il est attendu d'eux, sans préjudice de leurs lignes éditoriales respectives, un traitement citoyen de la SNIESIE. L'intégration des enfants des SIE étant une obligation de l'État ivoirien, il s'agit alors de faire comprendre à ces hommes et femmes des médias que l'intégration n'est pas une faveur faite à une communauté religieuse. Autrement dit, les enfants des SIE bénéficient de ce programme de l'État non pas parce qu'ils sont de confession musulmane ; mais tout simplement parce qu'ils sont des enfants situés à la périphérie du système éducatif national et exclus de facto du socle commun de connaissance, de compétence et de culture.

1.2. Méthodologie

Dans le cadre de cette étude, notre univers de travail est composé des journalistes et des acteurs des médias. Ce sont des animateurs du jeu social qui influencent la « formation de l'opinion » D. Broy et al. (2017, p. 1). Ils sont « des acteurs de premier plan dont l'influence réelle outrepassent souvent la simple fonction de médiateurs entre les médias et le public » R. Rieffel (2015, p. 117).

La présente démarche scientifique est une étude qualitative, « une étude de cas du modèle sociétal » au sens de A. Pires (1997, p. 59). Elle couvre la période de décembre 2019 à octobre 2021. Elle prend en compte deux sessions de renforcement des capacités de journalistes et acteurs des médias réalisés à Abidjan et 14 autres tenues dans différentes régions à l'intérieur du pays.

Les 206 journalistes et acteurs des médias ayant pris part à l'ensemble des sessions de formation sur la Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des Structures Islamiques d'Éducation dans le système éducatif formel (SNIESIE) constituent la population d'étude.

Nous optons pour un échantillonnage par cas multiple, un échantillon par homogénéisation ayant une structure ouverte. Le corpus empirique est constitué d'articles de presse écrite, des piges, des rapports de sessions et des questionnaires d'évaluation. Ces documents ont permis de recueillir les informations dont le traitement donne du contenu et du sens à la présente étude.

2. Résultats

La présente étude permet de constater la portée de l'implication des journalistes et acteurs de média dans le processus d'appropriation de la SNIESIE à travers l'examen de la Une des journaux sur la période de mise en œuvre, voire après. Elle permet de cerner, *in fine*, comment cette démarche a fortement contribué à la promotion de la SNIESIE.

2.1. Implication des journalistes et acteurs de médias dans le processus d'appropriation de la SNIESIE

L'implication des journalistes et acteurs des médias dans ce processus signifie que dans cette initiative, ils ne sont pas des protagonistes passifs. Au contraire, ils sont des parties prenantes actives à la mise en œuvre dont l'engagement reste déterminant dans le traitement de l'information relative à la stratégie d'intégration.

Les formations qui se sont tenues à Abidjan et à l'intérieur du pays ont consisté à un renforcement des capacités des journalistes et acteurs des médias. Les rubriques « questions-réponses » et les évaluations après formation leur permettent de s'imprégner de la Stratégie et de les rendre aptes à traiter convenablement l'information sur la thématique.

À Abidjan, 49 journalistes participants ont été coptés d'après la stratification suivante : « médias publics », « médias confessionnels », « médias proches du pouvoir », « médias de l'opposition », « médias indépendants », « médias en ligne », « agences de presse », « groupes sur les réseaux sociaux » et « organisations de journalistes ». La variété des participants, selon leurs lignes éditoriales et leurs fonctions, s'explique par la volonté, à travers cette étude, de faire intervenir un ensemble composite de journalistes et acteurs des médias.

Tableau 1 : Présentation des médias et acteurs participants

Types et Organisations de Médias	Supports Médias
Médias publics	<i>RTI 1 ; Radio Nationale ; Fraternité Matin</i>
Médias confessionnels	<i>Radio Nationale Catholique ; Radio Nationale Islamique Al Bayane ; Télévision nationale Islamique Al Bayane ; Radio Al Fayda ; Radio Hikmat ; Radio Al Fourquane ; Radio Nationale Fréquence vie ; Radio Espoir ; Islam Info</i>
Médias proches du pouvoir	<i>Le jour Plus ; L'expression ; Le Patriote ; Arc-en-ciel</i>
Médias de l'opposition	<i>Le Nouveau Réveil ; La voie Originale ; Notre voie ; Le Temps ; Quotidien d'Abidjan ; Le Courrier.</i>
Médias indépendants	<i>L'intelligent d'Abidjan ; L'inter, Soir Info ; Afrique Femme ; Le Média Citoyen.</i>
Médias en ligne	<i>Koaci.com ; Abidjan.net ; Alerte info ; Lebanco.net ; 7info ; Edition Kalam</i>
Agence de Presse	<i>APA News ; Agence Ivoirienne de Presse (AIP)</i>
Groupes sur les réseaux sociaux	Observatoire Démocratique en Côte d'Ivoire (ODCI) ; Abobo pour un nouveau départ

Organisation de journalistes	Union des Médias Confessionnels de Côte d'Ivoire (UMCCI) ; Union des Radios de Proximité en Côte d'Ivoire (URPCI) ; Observatoire de la Liberté de la Presse, l'Éthique et de la Déontologie (OLPED) ; Organisation des Journalistes Professionnel de Côte d'Ivoire (OJPCI) ; Réseau des « Radios Amies des Enfants »
-------------------------------------	---

Source : Données de l'étude, 2021

S'agissant des sessions de formation tenues à l'intérieur du pays, les journalistes et acteurs de médias participants ont été répartis selon qu'ils sont de la « presse écrite », de la presse « audiovisuelle », des « agences de presse », des « reporters ou des journalistes indépendants ».

Tableau 2 : Journalistes et acteurs de médias formés à l'intérieur du pays (2019-2021)

Genres de presse	Nombre de journalistes formés
Presse écrite	26
Presse Audiovisuelle	86
Agences de Presse/Reporters/Journalistes Indépendants	45
Total de journalistes et acteurs de médias	157

Source : Données de l'étude, 2021

De ces sessions de formation, 206 journalistes et acteurs des médias ont vu leurs capacités renforcées sur les modules « Connaissance de la SNIESIE » et « Comprendre la Communication autour de la SNIESIE ». Le traitement de ces modules a été l'occasion de présenter le contexte d'élaboration et de mise en œuvre de la Stratégie, tout en évoquant avec les journalistes les messages et éléments de langage à mettre en avant dans leurs productions, dans le cadre de l'accompagnement communicationnel. De même, le mécanisme de suivi et d'anticipation des risques communicationnels liés au succès de la Stratégie a été mis en évidence.

Il ressort des questionnements des journalistes et des acteurs des médias leur volonté de cerner davantage l'implication communautaire, le niveau d'intervention de l'État, le contenu de l'intégration, les risques sociaux et fonctionnels liés à l'intégration (Données de l'étude, 2021).

L'analyse des questionnaires d'évaluation permet de noter un niveau de connaissance initial des participants sur la SNIESIE relativement faible. Cela s'explique par le fait que la Stratégie venait d'être finalisée et qu'aucune communication n'avait été faite à son sujet. Les acteurs médiatiques avaient néanmoins des connaissances générales sur les écoles confessionnelles islamiques, la place de la langue arabe dans le système éducatif ivoirien, et la notion de structure islamique d'éducation.

L'évaluation ex-post, réalisée à l'issue de la session, montre dans bien des cas que le niveau de connaissance a progressé de manière significative. En effet, sur les 10 questions initiales, le niveau de bonne ou très bonne connaissance est

passé à 75% et plus sur 3 questions. Sur 5 questions le niveau de bonne/très bonne connaissance atteint une valeur située entre 65% et 75%.

2.2. Examen de la Une des journaux

Nous rappelons que l'implication des journalistes et acteurs de médias vise à familiariser ces derniers au contexte, à l'objet, aux moyens et aux résultats attendus de la Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des SIE dans le système éducatif officiel. Pour ces journalistes et acteurs des médias, l'effet escompté de leur participation s'aperçoit dans le traitement de l'information *via* la production des articles. Ainsi, durant la période et même au-delà, la Une et la titraille dans la presse écrite et numérique laissent entrevoir une appropriation de la thématique par les journalistes et acteurs des médias.

L'examen de la Une et la titraille de certains journaux corroborent cette résultante. Sur la période 2019-2021 qui correspond à la durée de l'étude, nous constatons que des journaux de différentes lignes éditoriales ont abordé dans une logique citoyenne la problématique de l'intégration des enfants des Structures Islamiques d'Éducation (SIE). *Le Temps* et *Le Nouveau Courrier*, deux supports médiatiques proches de la gauche ivoirienne et de l'opposition au parti au pouvoir, au lendemain des sessions de formation, affichaient des articles qui rendaient compte fidèlement de l'objet de la Stratégie. Samah Zehi journaliste au *Nouveau Courrier* et auteur de l'article portant le titre « Éducation Nationale : Atelier de réflexion sur les structures islamiques d'éducation », expliquait qu'il s'est agi d'« un échange fort enrichissant, meublé de question et réponses ». Dans son article intitulé « Enseignement confessionnel : seulement 325 écoles islamiques reconnues par l'État », le journaliste du quotidien *Le Temps*, face aux échecs des approches antérieures énonçait, comme s'il faisait un plaidoyer, que « l'État a donc reformulé son approche qui cette fois-ci est basée uniquement sur l'intérêt de l'enfant » (tableau 4).

Tableau 4 : Une et titraille de journaux sur la période de décembre 2019

Organes de presse	Une et/ou titraille
<i>L'intelligent d'Abidjan</i> N°4661 du samedi 7 au dimanche 8 décembre 2019	Enseignement confessionnel Islamique en Côte d'Ivoire <i>330.000 enfants inscrits dans les structures non reconnues</i>
<i>L'expression</i> N° 2919 du vendredi 6 décembre 2019	Intégration des écoles islamiques dans le secteur éducatif formel Des journalistes instruits
<i>Le Temps</i> N°4839 du 7 décembre 2019	Enseignement confessionnel Seulement 325 écoles islamiques reconnues par l'État
<i>Le Nouveau Courrier</i> Décembre 2019	Education Nationale Atelier de réflexion sur les structures islamiques d'éducation

Source : données de l'étude, 2021

La participation des journalistes et acteurs des médias s'inscrivait ainsi dans une dynamique d'anticipation sur la possibilité de manipulation de l'information à des fins politiciennes ou de la diffusion de fausses informations. Le renforcement des capacités des journalistes a ainsi entraîné un traitement juste de l'information. Les parutions (voir tableau 4) indiquent que les sessions tenues à Abidjan ont atteint leurs objectifs. Il en est de même pour celles qui se sont déroulées à l'intérieur du pays (tableau 5).

Des sessions organisées à l'intérieur du pays entre 2020 et 2021, le traitement de l'information relative à la SNIESIE répondait aux attentes de fiabilité et de fidélité au message de base sur ladite stratégie. *La Voie originale*, un organe de presse écrite réputé pour ses critiques virulentes des initiatives du gouvernement et du parti au pouvoir, rappelait dans ses colonnes que « ce projet, est une initiative de l'État de Côte d'Ivoire qui consiste à intégrer parmi les enfants non scolarisés dans le système éducatif formel, ceux qui fréquentent les structures islamiques d'éducation non encore intégrées » (parution du lundi 13 septembre 2021). La clarté du texte, l'utilisation des éléments de langage à savoir « État de Côte d'Ivoire », « système éducatif formel » et « structures islamiques d'éducation non encore intégrées » sont évocateurs. La justesse et la cohérence de ces énoncés spécifiques à la Stratégie dénotent une appropriation des terminologies usitées lors de la session de formation et de l'esprit de la Stratégie. C'est dire alors que l'implication des journalistes et acteurs des médias a facilité une culture de la stratégie.

Tableau 5 : Une et titraille des journaux sur la période de 2020 à 2021

Organes de Presse	Une et/ou titraille
<i>Abidjan.net</i> Publié le 25 juin 2020 / AIP	La stratégie nationale d'intégration des structures islamiques d'éducation au système formel présenté à San-Pedro
<i>L'inter</i> N°6960 du mardi 21 septembre 2021	École Ivoirienne 377 000 enfants échappent au système éducatif formel 1,6 millions d'enfants de 6 à 16 ans non scolarisés
<i>L'inter</i> N° 6963 du vendredi 24 septembre 2021	Système éducatif formel La stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques expliquée à Bongouanou
<i>Soir Info</i> N°8086 du 6 octobre 2021	Bongouanou – Education nationale La stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques au cœur d'une réflexion L'implication des acteurs locaux des médias sollicitée
<i>La voie originale</i> Du lundi 13 au dimanche 19 septembre 2021	Duékoué- Chargés de communication et acteurs locaux de médias formés
<i>AfrikMag.com</i> 3 décembre 2021	Côte d'Ivoire / L'intégration des enfants des structures islamiques dans le système formel au cœur de discussions

Source : Données de l'étude, 2021

Au-delà de la période de l'étude, le traitement de l'information sur la Stratégie a continué de s'inscrire dans la dynamique citoyenne (tableau 6). C'est dire si l'implication des journalistes et acteurs des médias à la mise en œuvre de la Stratégie a tenu ses promesses. Les articles de presse traitent de façon

convenable la problématique de l'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif officiel : « 547 écoles confessionnelles islamiques intègrent le système éducatif formel » ou encore « Une plateforme islamique envisage la construction d'un collège dans le Tchologo ». L'intégrité de l'information est ainsi préservée, bien que les parutions soient de lignes éditoriales distinctes. C'est cet engagement des journalistes et acteurs des médias qui était recherché. Ils sont ainsi devenus parties prenantes de ce changement social et comportemental.

Tableau 6 : Une et titraile des journaux après la période de l'étude

Organes de presse	Une et/ou titraile
<i>AIP-Côte d'Ivoire</i> Du 28 février 2022	Bondoukou : <i>18 écoles structures islamiques intègrent le système éducatif formel</i>
<i>Abidjan.net</i> Publié le lundi 12 septembre 2022	Les programmes éducatifs des structures islamiques d'éducation présentés à Abidjan
<i>Plume Libre</i> Du 8 février 2022	Education Nationale : 547 écoles confessionnelles islamiques intègrent le système éducatif formel
<i>Tinfo</i> Publié le 8 février 2022	Education : Des centaines d'établissements confessionnels islamiques intègrent le système éducatif formel, qui sont-ils ?
<i>AIP-Côte d'Ivoire</i> Du 1 ^{er} juin 2023	Côte d'Ivoire : La session 2023 des examens islamiques lancée à Abobo
<i>AIP-Côte d'Ivoire</i> Du 16 mai 2023	Côte d'Ivoire : Une plateforme islamique envisage la construction d'un collège dans le Tchologo

Source : Données de l'étude, 2021

De ce qui précède, il ressort clairement l'utilité et la dynamique de l'implication des journalistes et acteurs des médias dans la préparation et la mise en œuvre de la SNIESIE, voire des projets de développement. Cette valorisation de l'apport des journalistes participe de leur responsabilisation dans le traitement et la diffusion de l'information. Aussi, l'utilité sociale de la scolarisation de tous les enfants en Côte d'Ivoire en âge d'aller à l'école a été l'élément qui a favorisé cette adhésion des différents médias ivoiriens.

3. Discussion

3.1. Journalistes et acteurs des médias dans l'histoire des processus de changement social et comportemental

La présence des journalistes dans les processus de communication de développement a été traditionnellement marquée par une communication linéaire, unidirectionnelle. On remarque que dans la théorie de la dépendance des années 1960, « sur le champ de la communication, la conception de base restait enracinée dans le modèle linéaire, en sens unique »² M. Paolo (2008, p. 6). Aussi, soutient-il que :

² "In the field of communication, the basic conception remained rooted in the linear, one-way model" (version d'origine).

Les premières étapes de la communication appliquée au développement ont été caractérisées par le recours aux médias de masse qui considéraient les gens comme des publics prêts à être influencés par le message qu'ils recevaient. Cette perspective de communication est enracinée sur le modèle de base Émetteur-Message-Canal-Récepteur (EMCR)³ (M. Paolo, 2008, p. xvii).

Dans les théories de la modernisation, de la dépendance et de la diffusion des innovations, le rôle des journalistes est calqué sur celui conféré aux médias. Dans la théorie de la modernisation précisément, « la communication était liée à la dissémination de l'information et des messages »⁴ M. Paolo (2008, p. 6). Le rôle du journaliste était donc de transmettre simplement l'information. Et,

Dans ces premiers modèles de communication stratégique, il n'y avait pas d'éléments participatifs. L'hypothèse était que le pouvoir de la communication pour améliorer le développement était dans l'élaboration correcte du contenu et dans le ciblage adéquat des publics⁵ (T. Tufle & M. Paolo, 2009, p. 1).

Il s'agissait donc de modeler l'information et de « l'administrer » aux publics cibles par le canal des journalistes à travers leurs médias.

Dans cette perspective, les journalistes sont ainsi mis à contribution pour l'amplification de l'information et restent davantage confinés dans le rôle de diffuseur. Ils agissent ainsi comme de simples relais et ne sont pas associés à la construction des messages, voire de l'information. Dans ce contexte et dans le cadre de la présente étude, la potentialisation de l'apport des journalistes dans les processus de changement social et comportemental met en évidence, au niveau fonctionnel, la progression des journalistes, de l'état de relais passifs à l'état de relais actifs.

Cette nouvelle dynamique est portée dans divers domaines du développement et du développement durable. C'est dans cette nouvelle approche que le renforcement des capacités des journalistes sur les changements climatiques dans le cadre du Programme de Recherche sur le Climate Change and Agriculture and Food Security (CCAFS), fut d'un apport majeur. Car, comme le note Sene (2015, p. 12) « on ne peut pas faire changer les mentalités et les comportements et éveiller la conscience des populations sans une touche d'information et de communication ». Les journalistes deviennent ainsi des parties prenantes qui ont droit de cité dans l'accompagnement communicationnel des plans et programmes de développement. En réalité, et comme ce fut le cas dans le cadre du programme CCAFS, « cette approche communicationnelle et participative attendue des

³ "The initial stages of development communication were characterized by the use of mass media that considered people as audiences ready to be influenced by the message they received. That communication perspective is rooted in the basic Sender-Message-Channel-Receiver (SMCR) model" (version originale).

⁴ "Communication was associated with the dissemination of information and messages" (version originale).

⁵ "In these early models of strategic communication, there were no participatory elements. The assumption was that the power of communication to enhance development was in the correct crafting of the content and in the adequate targeting of audiences" (version originale).

journalistes va jouer un rôle prépondérant voire capital pour développer les villages d'agriculture climato-intelligente issus des terroirs et des exploitations familiales » B. Sene (2015, p. 12).

Cependant, dans le cadre de la présente étude, nous remarquons que le nombre de femmes journalistes et acteurs des médias présents était largement inférieur à celui des hommes. La sous-représentation des femmes durant ces sessions de formation mérite d'être abordée. Dans la démarche en effet, des notes d'invitation ont été adressées aux rédactions sans précision de souhait d'une participation genrée. La rédaction avait donc le libre choix de la désignation du journaliste. De cette invitation spontanée, la tendance des participants est restée masculine. Cette situation peut traduire le déséquilibre du genre dans le milieu journalistique en Côte d'Ivoire. L'étude démontre en effet que sur les 206 journalistes et acteurs des médias ayant pris part aux sessions de formation, seules 17 femmes y étaient, soit un taux de présence de moins de 9%. Cette faiblesse de la participation des femmes s'explique en générale par la structure organisationnelle des entreprises de presse et le mode de dévolution des tâches. Or, le critère du « genre comme principe d'attribution de compétences » É. Neveu (2000, p. 183) affecte aussi cette attribution des tâches. É. Neveu (2000) le fait remarquer dans le contexte de la presse française, quand il décrit la structure organisationnelle des rédactions. En effet, il soutient que « la lecture des organigrammes officiels des rédactions rend visible une première donnée : les femmes sont peu présentes aux postes de responsabilité » É. Neveu (2000, p. 183). L'on peut ainsi corrélativement « expliquer de tels comportement en partie par la difficulté qu'elles éprouvent à se faire accepter et respecter au sein d'une profession qui a si longtemps constitué un bastion réservé aux hommes » (S.-J. Armande, 2000, p. 80).

En Côte d'Ivoire, selon la Commission d'attribution de la carte d'identité des journalistes professionnels (CIJP-2022), 661 journalistes sont répertoriés dont 155 femmes soit 23,44%. Le taux de participation des femmes à ces sessions de renforcement de capacités est de moins de 14% du taux national de femmes journalistes en Côte d'Ivoire. Et pourtant, dans d'autres pays comme le Canada « les femmes journalistes constituent à présent l'ensemble de la relève au sein de la profession » S.-J. Armande (2000, p.78).

3.2. Capacité d'influence des journalistes et acteurs des médias sur les processus de changement social et de comportement

Un journaliste est une personne qui collabore à la rédaction d'un journal. Il peut être un rédacteur, un chroniqueur, un correspondant, un critique, un éditorialiste, un envoyé spécial, un reporter etc (leRobert.com). C'est aussi un professionnel ayant pour mission de transmettre l'information pour la rendre accessible et compréhensible au public (Dufour, 2019). Même s' « il arrive que les journalistes soient associés aujourd'hui non seulement à des porte-voix propagandistes de toute espèce mais aussi à des amuseurs publics ou à des

vedettes » S.-J. Armande (2000, p. 77), ceux-ci, du fait de leur fonction, participent à la vie sociale et à l'animation de l'espace public.

L'école, quant à elle, demeure à bons sens, et dans ce contexte, un centre d'intérêt commun : politiques, journalistes et citoyens s'y intéressent. En effet, s'il revient que l'actualité politique focalise l'attention des journalistes, il est à noter que « outre l'actualité politique, il est un autre domaine où la guerre de la presse est particulièrement violente : c'est l'école » L. Proteau (2002, p. 305). L'actualité scolaire reste donc marquée par les « passe d'armes » des journalistes. Et dans cette « guerre des plumes ou des micros », « les uns s'efforcent de rappeler les efforts consentis par l'État depuis l'indépendance pour le développement du système scolaire [...] et accuse une « minorité avide de pouvoir » de prendre l'École en otage » L. Proteau (2002, p. 305).

L'influence des journalistes du fait des médias sur le jeu social prend en compte le contexte environnemental dans lequel l'actualité se produit. À cet effet, « Paul F. Lazarsfeld, à partir d'études empiriques menées conjointement avec Bernard Berelson et Hazel Gaudet puis Elihu Katz, montrent que l'influence des médias dépend des opinions préexistantes et du réseau de relations interpersonnelles du récepteur » P. Cabin, J-F. Dortier (2008, p. 235). En Côte d'Ivoire, Prouteau (2002), dans le rapport qu'elle établit entre l'école et les journalistes, soutient que « les journaux nationaux ne manquent pas de rendre compte, de commenter et d'interpréter -selon leurs filiations politiques- tout événement scolaire, si banal soit-il » L. Proteau (2008, p. 305).

Le traitement professionnel de l'information et sa distribution influent ainsi sur l'adhésion des publics et la formation des opinions. Dans le cadre de cette étude, la mise à contribution des journalistes par la formation a renforcé les capacités de ceux-ci à traiter l'information sur un projet sensible qui met en relation la religion, la politique et la laïcité de l'État : l'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif formel. Ceci met en évidence qu'en associant les journalistes aux processus de changement social et comportemental, l'on anticipe les distorsions de l'information. Il s'agit aussi de mitiger l'influence négative des médias d'autant plus que « les spécialistes admettent bien aujourd'hui que les médias ont une influence sur le public » P. Cabin et J-F. Dortier (2008, p. 11).

Des réformes dans l'éducation nationale en Côte d'Ivoire se sont par moment heurtées dans l'histoire à une résistance des journalistes et à la récupération politique. Selon l'examen de L. Proteau, 2002, p. 253) déjà en « 1983, le quotidien *Fraternité-Matin* (17/11/1983) s'interroge sur les débouchés pour les élèves de ces écoles et cite par exemple l'école « franco-arabe » Dar El Hadiss de Bouaké fondée en 1961 ». Aussi, rappelle-t-elle :

En 1990, lors du IX congrès du PDCI⁶, la question du rattachement des élèves des écoles coraniques au ministère de l'Éducation Nationale a été soulevée :

⁶ Parti Démocratique de Côte d'Ivoire, créé en 1946 et parti au pouvoir depuis 1960.

« les écoles franco-arabes ou médersas constituent un anachronisme dans le système éducatif ivoirien et doivent être placées sous la tutelle du ministère de l'Éducation et transformées en des établissements privés confessionnels » (L. Proteau, 2002, p. 255).

Cette initiative des journalistes et la volonté politique marquée par l'inscription à l'ordre du jour du IX^{ème} congrès du PDCI, parti au pouvoir en 1983, n'ont pas produit l'effet escompté. Le tiraillement des journalistes entre eux du fait des susceptibilités politiques, selon Proteau (2002), handicapent les solutions à apporter aux problématiques liées à l'école. Dans son analyse, elle indique que les organes de presse à partir de leurs journaux

Construisent l'École et ses périphéries comme la scène d'un sociodrame où, autour de l'institution « malade », se battent les différents protagonistes. Sur ce point, le ton des commentaires diverge peu entre les journaux, quelles que soient leurs sympathies partisans. Ils se différencient néanmoins par l'interprétation qu'ils donnent de ces « drames » : chacun dresse, selon sa position, dans l'espace politique, sa propre liste de responsable (L. Proteau, 2002, p. 306).

On peut donc avancer ainsi que l'information à traiter par le journaliste reste profondément colorée par son appartenance idéologique, politique ou religieuse. L'influence des médias est donc certaine. Et telle qu'exposée par P. Cabin et J.-F. Dortier (2008, p. 235), « la *cultivation analysis*, théorisée par le sociologue américain George Gerbner à partir de 1967, développe l'idée que les médias ont une influence profonde et à long terme sur la perception, les valeurs et les comportements des individus ». S'il est de notoriété que les médias peuvent contribuer à influencer les perceptions des publics, alors il reste logique que les journalistes qui animent ces médias par leur fonction soient pris en compte pour anticiper positivement la formation des opinions. La mise à contribution des journalistes dans l'accompagnement communicationnel des processus de changement social et comportemental paraît ainsi pertinente afin de réduire les perceptions ou les différentes susceptibilités qui entachent dans certains cas l'adhésion et l'engagement des publics cibles.

Conclusion

Dans cette recherche, nous nous sommes intéressés au processus de mise à contribution des journalistes et acteurs des médias ivoiriens dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de développement. L'implication en amont de ces professionnels de la presse a véritablement permis d'anticiper l'amalgame politico-religieux qui aurait pu entacher le processus d'intégration des enfants des Structures Islamiques d'Éducation dans le système éducatif officiel. En dépit de la ligne éditoriale et de la coloration politique présumée ou réelle dans laquelle ils évoluent, les journalistes sont devenus des partenaires au projet. Le traitement de l'information sur la Stratégie n'a souffert d'aucune manipulation ou de diffusion

de fausses nouvelles. L'État et ses partenaires, la communauté musulmane nationale et l'opinion publique ivoirienne ont été préparés à mettre en avant cette initiative citoyenne non comme une dérogation au principe de la laïcité de l'État ou d'un calcul politicien, mais comme une initiative citoyenne tendant à faire bénéficier aux enfants des Structures Islamiques d'Éducation le socle commun de connaissance, de compétence et de culture.

Le renforcement des capacités de 206 journalistes et acteurs des médias a favorisé la compréhension des susceptibilités liées à une telle initiative de l'État dans un pays laïc. Les articles de presse produits sur la période de formation et même au-delà, par leur actualité et leur cohérence, justifient l'intérêt de la mise à contribution des journalistes et acteurs des médias. Cependant, si l'implication des femmes dans une telle démarche reste primordiale, notre étude fait ressortir la faible proportion de femmes journalistes en Côte d'Ivoire engagée sur la thématique abordée.

Nous mettons donc en évidence l'opportunité qu'il y a à mettre à contribution ces journalistes et acteurs des médias dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de développement, notamment celui de la Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des Structures Islamiques d'Éducation dans le système éducatif formel en Côte d'Ivoire.

L'approche participative pour le développement contribue ainsi à la gouvernance du développement en responsabilisant les différents acteurs et parties prenantes à partir d'un nouvel agir communicationnel. Ce « changement de paradigme de gestion de la communication suppose une évolution dans la manière de penser et d'agir au niveau communicationnel » V. Kamagaté (2023, p. 46). L'urgence d'intervention des politiques est très souvent marquée par les opérations de visibilité autour des initiatives de développement. Alors que le développement pour être durable nécessite de l'écoute, de la compréhension, de la prise en compte des contingences locales, ainsi que de l'adhésion et de l'engagement des publics cibles pour une prise en main durable des produits du développement.

Références bibliographiques

- ARMANDE Saint-Jean, 2000, L'apport des femmes au renouvellement des pratiques professionnelles : Le cas des journalistes. *Recherches féministes*, 13 (2), 77-93. <https://doi.org/10.7202/058097ar>, consulté le 26/06/2023
- ASSALA Laurent & Charles Boyomo, 1995, Mass media et multipartisme en Afrique francophone. *Fréquence Sud*, 13, Article 13.
- BADILLO Patrick-Yves, BOURGEOIS Dominique, LESOURD, Jean-Baptiste, & PEYRON-BONJAN Christiane, 2008, Plus personne n'est journaliste. *MédiaMorphoses*, 24 (1), 79-85. <https://doi.org/10.3406/memor.2008.2238>, consulté le 17/10/2023

- BAILLY Diégo, 2001, Profession : Journaliste, “en attendant”. *Les Cahiers du journalisme*, 9, 170-173.
- BESSETTE Guy et al., 1996, *La communication participative pour le développement: Un agenda ouest-Africain*. Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, CRDI
- BROY Dominique, DOMINIKA Bychawska-Siniarska, ETTENDORF Christina, & KAMINA Pascal, 2017, *Journalisme et prérogative des médias*. Observatoire européen de l’Audiovisuel (Conseil de l’Europe).
- CABIN Philippe, DORTIER Jean-François, 2008, *La communication : État des savoirs* (3ème), Paris, Sciences Humaines.
- DEMERS François, 1995, Journalistes et communicateurs au temps de l’information existentielle. *Communication et organisation*, 8. <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.1805>, consulté le 17/10/2023
- DIAGNE Oumar, 1998, Le sens du journalisme dans le développement. *Quaderni*, 36(1), 33-44. <https://doi.org/10.3406/quad.1998.1357>, consulté le 17/10/2023
- DUFOUR François, 2019, *Les 100 mots du journalisme*, Paris, QSJ ?
- KAMAGATÉ Vahama, 2023, *La «communicalisation» des services de communication du Ministère de l’éducation nationale en Côte d’Ivoire*. 2(5), pp 38-51.
- KARIMU Waliyu, 2017, *Pacifier la presse écrite en Côte d’Ivoire, Analyse de deux décennies de tentatives de professionnalisation des quotidiens ivoiriens depuis 1990*, Thèse de doctorat en Sciences de l’information et de la communication, université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis
- KUMAR Keva J., 1988, Communication and Development. *Communication Research Trends*, 9(3), pp 1-11.
- MBATURU Patrick, 2007, Le journaliste en tant qu’intellectuel dans les zones rurales du Kenya in KOUVOUAMA Abel, GUEYE, Abdoulaye, PIRIOU Anne, WAGNER Anne-Catherine, 2007, *Figures croisées d’intellectuels: Trajectoires, modes d’actions, production*, Paris, Karthala, https://books.google.com/books/about/Figures_crois%C3%A9es_d_intellectuels.html?hl=fr&id=b3byYbghi4wC, consulté le 18/08/2023
- NEVEU Érik, 2000, Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d’une profession. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 13(51), 179-212. <https://doi.org/10.3406/polix.2000.1109>, consulté le 1^{er}/08/2023
- PAOLO Mefalopulos, 2008, *Development communication sourcebook: Broadening the boundaries of communication*, Washinton D.C, The World Bank.
- PERRET Thierry, 2001, Le journaliste africain face à son statut. *Les Cahiers du journalisme*, 9, 154-169.
- PIRES Alvaro, 1997, Échantillonnage et recherche qualitative : Essai théorique et méthodologique. *La recherche qualitative: enjeux épistémologiques et méthodologiques*, 113-169.
- PROTEAU Laurence, 2002, *Passions scolaires en Côte d’Ivoire: École, état et société*, Paris, Karthala.
- RIEFFEL Rémy, 2015, *Sociologie des médias* (4^e éd.), Paris, Ellipses.
- SALL Macky Idy, 2014, *La tyrannie du développement: Déconstruction d’un mythe...*, Paris, L’Harmattan.
- SENE Babacar. (2015). Des Journalistes renforcent leurs capacités sur les changements climatiques. *Agro Pasteur*. <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/68948>, consulté le 26/06/2023

TUFLE Thomas & PAOLO Mefalopulos, 2009, *Participatory Communication: A Practical Guide*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-8008-6>, consulté le 1^{er}/08/2023

WAISBORD Silvio, 2005, Five key ideas: coincidences and challenges in development communication in HEMER Oscar & TUFTE Thomas, 2005, *Media and Global Change: Rethinking Communication for Development*, Buenos Aires, CLACSO.

WATINE Thierry, 2003, Le modèle du « Journalisme public », *Hermès, La Revue*, vol.1 n°35, p. 231-239